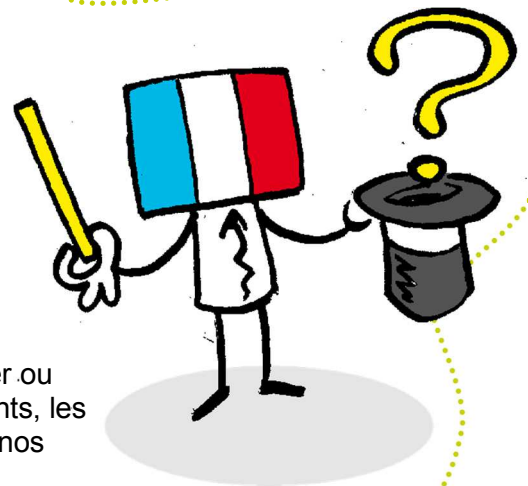


Budget : l'État doit faire des choix

Préparer le budget de l'État, c'est faire des choix difficiles : décider combien aura chaque ministère, si les impôts doivent baisser ou augmenter, comment réduire les inégalités... Selon les gouvernements, les décisions prises seront différentes, avec des résultats différents sur nos vies, celles des entreprises et des administrations.



La loi de finances

Le budget de l'État est voté tous les ans. **Le gouvernement doit décider comment il va gagner de l'argent et ce qu'il va dépenser.** Dès le début de l'année, il commence à travailler sur ce sujet. Les différents ministres (Éducation, Écologie, Défense...) viennent rencontrer le ministre des Finances pour expliquer leurs besoins, leurs projets... et préparer ensemble le budget de l'État. Le projet est ensuite présenté aux députés et sénateurs à l'automne. Puis le Président autorise sa mise en place avant le 31 décembre.

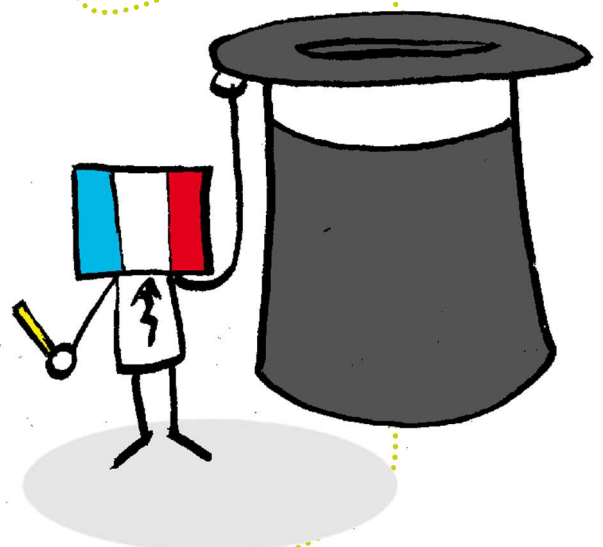
L'État dépense trop ?

L'État dépense plus d'argent qu'il n'en gagne : son budget est en **déficit**. Cela depuis plus de 30 ans. Il a donc emprunté de l'argent qu'il doit maintenant rembourser, avec des intérêts (argent en plus pour payer le service du prêt), c'est la **dette**. En 2019, la dette de l'État serait de 2 360 milliards d'euros, selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

L'Union Européenne demande aux États membres de contrôler leur déficit : les dépenses ne doivent pas être trop élevées par rapport aux recettes.

Le gouvernement doit donc faire des choix : faut-il réduire les dépenses ou augmenter les recettes ?

En 2019, le projet de loi prévoit 229,3 milliards d'euros de recettes, et 338 milliards d'euros de dépenses dont 42,2 milliards d'euros pour rembourser la dette.

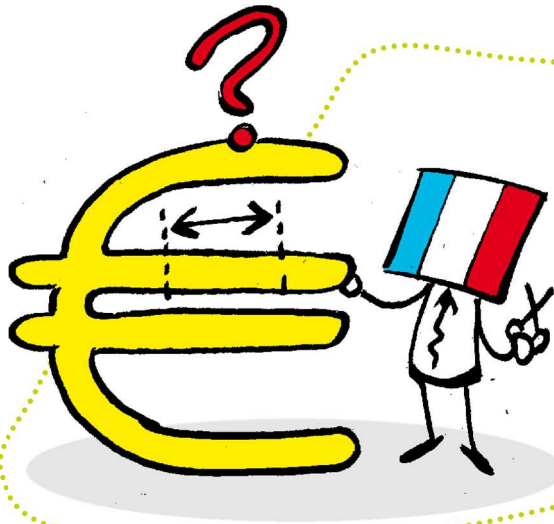
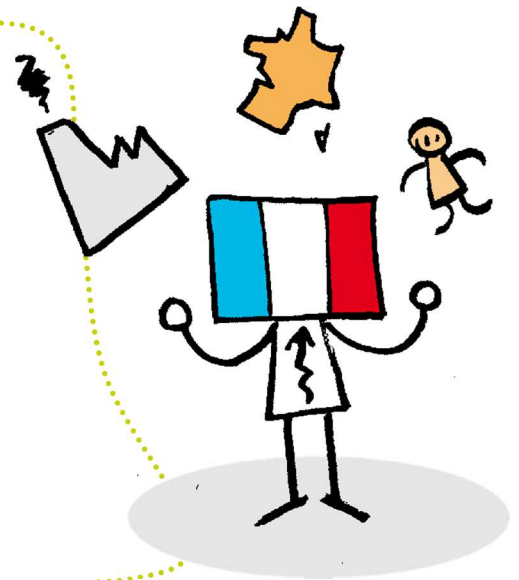


S'adapter à la situation du pays

Le gouvernement doit aussi décider selon la situation du pays.

Par exemple, si l'économie va mal, si les entreprises ont des difficultés à vivre, si le chômage augmente... l'État recevra moins d'argent des impôts et des taxes. Et il risque d'avoir plus de dépenses, par exemple, pour financer l'assurance-chômage.

Pour faire des économies, il peut choisir de réduire les dépenses, de baisser les aides sociales... Il peut aussi décider de les augmenter en pensant que les gens auront alors plus d'argent et feront sûrement plus d'achats. Cela fera vivre les entreprises, qui pourront embaucher, et il y aura moins de chômage.



Plus ou moins d'impôts

En 2019, le gouvernement a annoncé une baisse des impôts pour les classes moyennes (les personnes ni riches, ni pauvres).

L'État va gagner 5 milliards d'euros de moins d'impôts sur le revenu. Il va alors devoir chercher des solutions pour retrouver cet argent perdu. Il prévoit, par exemple, de réduire l'assurance-chômage, les aides personnalisées au logement (APL)...

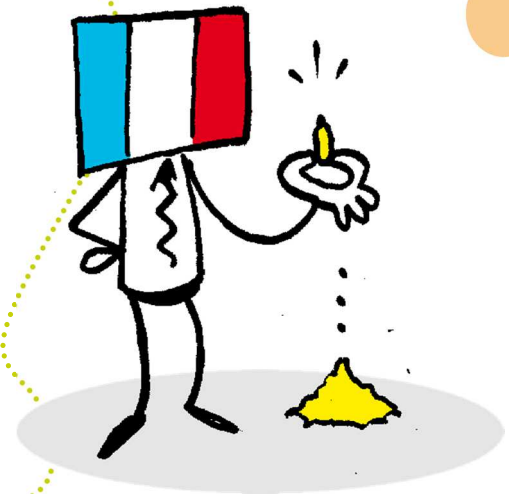
Retraites, santé... comment les financer ?

Le gouvernement a d'autres questionnements :

par exemple, comment financer les retraites ?

Le gouvernement peut décider d'augmenter les cotisations vieillesse sur les salaires ou de les réduire et de demander aux salariés de travailler plus longtemps. Il peut aussi réduire le montant des retraites...

Et pour la santé ? Est-ce qu'il faut augmenter les taxes (sur le tabac, l'alcool) ou les cotisations sociales ? Ou plutôt réduire les dépenses en remboursant un peu moins les soins ou en faisant des économies dans les hôpitaux ?



Quoi pour quel ministère ?

Si le gouvernement décide de donner un budget important à l'Écologie ou à la Défense, à l'Éducation ou à la Justice... cela changera le fonctionnement de la société et donc de nos vies.

Construire le budget de l'État est un exercice très difficile. **Les solutions choisies seront différentes selon les gouvernements et leurs idées politiques.**

